L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 10 MAI 1859.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
ÉDITEURS-PROPRIÉTAIRES
G. F. WEISSE. N. DUPOUR.
E. DUVERGER. S. HARDY.
Rue de Chartres, No 83, entre Conti et Bienville.
NOUVELLE-ORLEANS
MARDI MATIN, 10 MAI.

Les nouvelles télégraphiques.

☞ Les nouvelles d'Europe que nous a transmis le télégraphe jusqu'à trois heures et demie du matin, nous ont forcé de retarder l'impression de notre journal.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par C. Forstall, Passage de la Bourse—20 17 séjours de la Savane.

Par B. Turpin, à la Bourse St Louis—Terrains dans le faubourg Daveiat et appartenant à la succession Maurice W Hoffman.

Par E. Roger & Co, 25, Vieille Levée—Brin, courte pointes et marchandises sèches.

Par Tourne & Thomas—Au magasin de M. Galeppi, au coin Charters et Toulouse—Glaces gravées, cadres, papier peint, stores etc.

Par le shérif—Continuation de la vente des meubles et effets de l'Hôtel Marsden, encoignure Carondelet et Poydras—Et à l'Hôtel de Cité, plusieurs comptoirs et billets d'une faillite.

L'Angleterre, la France et l'Autriche.

La position de l'Angleterre est curieuse à étudier en ce moment. Placée entre ses vieilles sympathies pour l'Autriche, qui l'a aidée à renverser Napoléon Ier, et son pacte récent avec la France, elle montre une défiance égale à l'endroit de l'une et de l'autre de ces puissances. Elle a vertement tancé le cabinet de Vienne, qui a repoussé ses dernières propositions, mais elle voit en même temps d'un fort mauvais œil les formidables préparatifs de guerre qui se font de l'autre côté du détroit.

Si la lutte s'engage, en effet, entre les deux Etats que la question italienne a divisés, et que la France triomphe, Napoléon III, en reconstituant l'unité nationale dans la péninsule, ne songera-t-il pas aussi à y assurer la prépondérance de l'influence française? Voilà ce que craint la Grande Bretagne, qui, d'une autre part, abhorre la politique suivie par l'Italie par l'Autriche. Ne sachant pas ce que lui réserve l'avenir et prévoyant des complications possibles, elle arme, de son côté, comme le reste de l'Europe, afin d'être prête à descendre dans l'arène, si les circonstances l'exigent, soit pour défendre ses droits, soit pour maintenir un juste équilibre dans les affaires du continent.

Ce qui est certain, c'est que le cabinet de Vienne a longtemps compté sur l'appui moral simon sur le concours actif de la Grande Bretagne, et nous ne doutons pas qu'il ne continue à faire tous ses efforts pour nous prêter l'alliance anglo-française, en cherchant à exciter la défiance du cabinet de Londres. Cette défiance est si complètement exprimée dans un article du *Times* du 16 avril, que nous n'hésitons pas à le reproduire malgré sa longueur :

"Il faut, dit le journal de Londres, une lueur d'esprit que je ne puis pas apercevoir être conservée, l'est impossible d'exagérer l'importance de la nécessité de faire connaître à ce moment de la crise, à toutes les puissances étrangères, les sentiments exacts du peuple d'Angleterre relativement aux questions en discussion.

"La Grande-Bretagne et l'universalité de notre commerce font que nous avons un grand intérêt matériel dans la tranquillité et la prospérité de toutes les nations voisines; l'affection que nous portons à nos institutions libres excite nos sympathies pour tous ceux dont le cri s'élève contre la tyrannie; notre puissance, jalouse sur le terrain, donnerait vraisemblablement le coup décisif dans toute lutte où les adversaires ne sont pas inégalement pressentis, et notre richesse nous donnerait certainement une influence très-prédominante dans ce système de guerre moderne, qu'on a dit que la dernière guinée décide de la victoire. De plus, notre position insulaire nous permet d'étudier toute la question en litige avec un jugement calme et réfléchi et de regarder le théâtre de la lutte prochaine à une distance qui nous laisse à l'abri du danger.

"Nous pourrions convoier notre adversaire à notre aise, et frapper au moment et sur le terrain qui nous conviendrait le mieux.

"L'opinion publique de l'Angleterre, sur des questions qui menacent d'incendier toute l'Europe, ne peut pas être, par conséquent, sans une très grande influence, même dans les conseils et les projets les plus déses-pérés sont accueillis avec faveur.

"Peut-être le monde de nous l'en dangers qui menacent et le maintien de la paix du monde, n'est-il pas que chaque puissance intéressée croit que si elle était en guerre, elle pourrait immédiat compter sur les sympathies et éventuellement espérer de recevoir une assistance matérielle de ce pays.

"L'Autriche se fie sur son ancienne alliance avec l'Angleterre et met sa confiance dans la certitude que notre propre intérêt exigé qu'elle se maintienne intégrale et indépendante; elle compte aussi sur le respect que le peuple anglais porte aux droits acquis et aux obligations officielles des traités, et elle en rejet sur le monde que ses rapports avec l'Italie lui ont été imposés, dans une grande mesure, par les puissances assemblées au congrès de Vienne; enfin, elle rappelle encore à notre mémoire que pendant tout le cours des guerres de l'empire, l'Italie a librement disposé de toutes ses ressources pour aider la France à subjuguer l'Europe ou à faire la guerre contre elle, et que c'est la perséverance de l'Angleterre dans cette voie qui a rendu sa séparation avec la France absolument nécessaire.

"Ce sont là, certainement, des faits importants, mais nous craignons que l'Autriche ne s'y appuie trop et qu'elle s'imagine que si elle devenait faible pendant la lutte qu'elle est à la veille d'engager, elle pourrait compter sur toutes les ressources de l'Angleterre, afin d'être protégée contre une défaite.

"L'empereur des Français, si nous ne trompons, n'est pas moins ferme dans sa conviction que du moment où le peuple d'Angleterre se prononcerait à lutte s'engager, son réveil en prit guerrier le dominerait et l'entraînerait dans la mêlée. Le cas échéant, il compterait même sur la nouvelle alliance entre l'Angleterre et la France comme étant plus naturelle que les vieilles relations d'habitude entre l'Angleterre et l'Autriche, et il ne doutera pas que les mots profondément de "liberté", de "nationalité" et "d'unité italienne" ne rangeassent toutes les sympathies des corps électoraux d'Angleterre de son côté, et ne forçassent le ministre britannique du jour à considérer plutôt le côté sentimental que la question italienne éveille, que les intérêts solides de son pays.

"Nous pensons que cette double attente, si malheureusement les événements la faisaient naître, serait entièrement déçue. Nous pensons que l'on s'apercevrait alors que, tandis que si l'Autriche n'a la France ni l'Angleterre, ni aucune autre puissance qui se serait montrée la plus ardente pour la guerre aurait attiré sur elle l'exécration des classes les plus réfléchies et les plus puissantes de la population de l'Angleterre.

"L'opinion de la Grande-Bretagne n'est pas favorable aux traités qui ont si cruellement écrasé le peuple italien, ni au libérateur impérial de l'Italie, qui règne d'une façon si absolue en France. Tous les Anglais sont profondément convaincus que l'Italie se trouve et s'est trouvée depuis longtemps dans un état anormal. L'Autriche est en possession de deux tiers de cette péninsule, en partie en vertu des traités; mais partie aussi sans aucun fait ou plus cette d'une prétendue décisée et sans autre excuse que celle d'avoir été dans les Etats Romains une force capable d'opposer aux empiétements de la France.

"Les traités que l'Autriche a conclus avec les petites puissances italiennes l'ont rendue, en effet, l'arbitre de la destinée de toute la race italienne. Tous ceux qui ne sont pas Autrichiens sont convaincus que l'Autriche n'est service de cette intuitiens pour imposer les systèmes de gouvernement qui froissent le plus profondément les sentiments des Italiens, et que sa puissance a été exercée dans ses propres provinces plutôt de façon à écraser toute opposition qu'à protéger et à encourager les libertés d'un peuple sensé et intelligent.

"Nous ne pouvons nous imaginer en Angleterre que cette situation puisse être comptable avec un état de paix permanent. Nous ne pouvons penser que la paix puisse sortir de l'antagonisme chronique de la France et de l'Autriche dans les Etats Romains; il nous est impossible de voir un état de paix dans l'intervention—devenue normale aujourd'hui—de l'Autriche, dans le gouvernement des petits Etats italiens, intervention qui met chaque petit tyran en mesure de dire à ses sujets mécontents, qu'il possède une armée de cent mille hommes sur la rive du Po.

"Il nous est impossible aussi de voir la paix dans cette lutte maritime qui règne dans toute l'étendue de la Lombardie et qui est si puissante à Venise. Sans faire d'allusion aux questions qui maintenant occupent l'esprit de tous les hommes d'Etat, nous pensons que la position ordinaire de l'Autriche en Italie sont pour créer des inquiétudes chroniques en Europe et pour provoquer la guerre à tout moment donné.

"L'opinion publique en Angleterre, qui désire le maintien de la paix en Europe et l'amélioration du régime autrichien en Italie, n'est certainement pas en faveur de l'état actuel des choses, et l'on considérerait comme fou tout ministre qui proposerait à une Chambre des Communes anglaise de déclarer la guerre contre la France dans le but de soutenir l'Autriche dans la position qu'elle occupe depuis 1815.

"Chaque fois que l'Angleterre a pris part aux discussions sur les questions italiennes, elle a offert son appui, mais sa médiation, et les moyens qu'elle a proposés ont toujours été de modifier ces dangereuses conditions existantes qui constituent une menace de guerre permanente. L'Autriche se précipite dans la guerre avec l'espoir qu'elle a l'Angleterre derrière elle; il n'est que charitable de lui donner le conseil d'attendre un moment et de réfléchir avant de poser un acte qui ne peut être révoqué.

"En tant que nous connaissons l'esprit de nos concitoyens, nous disons qu'il n'y a certainement pas plus de probabilité que l'empereur Napoléon trouve de la sympathie, des encouragements ou de l'assistance en l'Angleterre qu'il n'y en a que nous fassions la guerre dans l'intérêt de l'Autriche. Il est vrai que, jusqu'à un certain point la politique, envers l'Italie que la France avoue et celle que l'Angleterre approuve sont identiques.

"Si nous avions une confiance pleine et entière dans la sincérité des intentions et dans la modération de tous ceux qui prétendent chercher à faire le bonheur de l'Italie, nous pourrions peut-être nous contenter d'attendre et de voir. Mais n'est chez nous montrer plus clémente. Mais n'est chez notre allié que nous trouvons une difficulté. Comment pourrions-nous dire ce qui arriverait définitive lorsque les plaines de la Lombardie et toutes les forteresses des Etats-Romains seront occupées par des armées françaises?

Le *Times* conclue de la situation qu'il vient d'esquisser qu'en cas de guerre entre la France et l'Autriche, l'Angleterre se gardera bien de prendre parti pour l'une ou l'autre de ces puissances.

Le Siècle poursuit avec une constance et une vigueur de logique bien rares par le temps qui court la campagne qu'il a entreprise en faveur de l'Italie; il publie sous le titre : *Les bonnes conditions d'un congrès*, un article dont nous croyons devoir placer sous les yeux de nos lecteurs les principaux passages :

"Il faudrait évidemment désespérer de l'humanité, dit-il, s'il était prouvé que les batailles puissent seules mûrir la sagesse des hommes et les préparer à écouter des paroles de paix; et, de ce que les congrès prévenus ne sauraient pas encore réussi, on ne saurait conclure *a priori* contre les congrès du même genre dans l'avenir.

"Les congrès préventifs, s'ils ne sont pas dans l'histoire, sont dans la raison et dans le droit public; il faut par conséquent les accepter, et il ne reste plus qu'à en chercher les meilleures conditions.

"Ainsi, nous avons parlé de guerre longue et sanglante. Ne peut-on pas considérer comme une semblable guerre la lutte morale que soutient depuis quarante ans la nationalité italienne contre l'Autriche? Est-ce que ce n'a pas été une véritable guerre que ce combat du patriotisme contre l'oppression? et si l'on comptait bien le nombre des victimes et celui des prisonniers du côté de l'Italie, est-ce que des batailles rangées en auraient fourni davantage? Cette lutte morale a d'ailleurs été mêlée de vrais combats. Venise, Milan, d'autres villes encore se sont révoltées. Le Piémont est intervenu; un instant l'Autriche a failli perdre sa domination.

"De ces faits découlent des conséquences nécessaires.

"Par exemple, si l'on considère l'Italie et l'Autriche comme deux combattants, et l'on ne peut guère les considérer autrement, il est nécessairement appeler les deux parties au congrès. L'exclusion de l'Italie déplacerait la question; elle la mettrait seulement entre l'Autriche et la France. Cette lutte ne prendrait pas le caractère d'une guerre d'indépendance, elle ne serait qu'une guerre d'ambition